

# Face aux attaques du gouvernement

**On  
lâchera  
pas  
l'affaire !**



**Dossier éducation - p. 7**

**Mobilisation pour le FSE - p. 4**

**Philippines - p. 12**

**Londres  
15-17  
octobre  
Forum  
social  
européen**

## Non au chantage à l'emploi!

Après la réforme des retraites, celle de l'assurance-maladie et bien d'autres, le gouvernement et ses alliés du MEDEF se préparent à une nouvelle attaque contre les travailleurs: la remise en cause des 35 heures.

### L'histoire d'une réforme bâclée

Annoncées comme la réforme la plus importante du gouvernement Jospin, les 35 heures devaient permettre de travailler moins, tout en conservant le même salaire, et donc dégager plus de temps libre pour les travailleurs. Si la théorie était bonne, la pratique l'était beaucoup moins avec, notamment l'apparition d'un « smic 35 heures » d'environ 100 euros inférieur à celui du « smic 39 heures » à travail égal. De plus les cadences de travail augmentèrent terriblement, car ce que l'on faisait en 39 heures, on

le fait désormais en 35 heures, les RTT ne permettant pas toujours de compenser la fatigue engendrée.

### Empêchons un nouveau recul social

Le patronat a profité des 35 heures d'Aubry pour augmenter l'intensité du travail et veut maintenant en augmenter en plus la durée. Nous assistons en effet à un repoussant chantage à l'emploi de la part du patronat qui impose à ces employés de supprimer les 35 heures, faute de délocaliser l'outil de production, synonyme de perte d'emploi pour ses salariés.



Nous ne pouvons plus accepter que le patronat dicte ses lois et se permette de liquider nos acquis sociaux. Ce n'est que tous et toutes ensemble, dans nos entreprises, dans la rue que nous pourrons empêcher ce nouveau recul social!

Laorañs, [Nanterre]

## Irak: la pression monte contre Bush et Blair

C'est un véritable raz-de-marée humain qui a défilé fin août à New York, à la convention du Parti Républicain, pour protester contre la sale guerre que les États-Unis mènent en Irak. Parents de soldats morts en Irak, vétérans du Viet-Nam, anciens soldats de la première guerre du Golfe, parents des victimes des attentats du 11 septembre, et des dizaines de milliers de jeunes qui refusent l'occupation inhumaine de l'Irak. L'ampleur de la manif a surpris tout le monde. C'est l'équivalent du 15 février 2003 (plus grosse journée du mouvement contre la guerre où plus de 15 millions de personnes ont défilé dans le monde entier) dans la ville de New York. Cela témoigne d'une évolution d'une partie de la population américaine qui refuse de plus en plus ouvertement l'union sacrée contre le terrorisme. Et ceci alors que Bush et Rumsfeld avaient lancé une nouvelle alerte anti-terroriste (des attentats étaient censés être en préparation...) juste un mois avant...

La propagande gouvernementale s'use et le mouvement se construit. Des journaux de soldats pacifistes commencent à réapparaître sur le front. Le mouvement anti guerre américain a recensé plus de 2500 désertions depuis le début de la guerre en Irak. Près d'un millier de soldats américains sont morts pour le pétrole de Bush et Rumsfeld...

Mais c'est à l'échelle internationale que le mouvement doit se redévelopper. En juin 2004, les manifestations de Washington (5000 manifestants), Paris (30 000 dans la rue le 5 juin), Rome (200000 le 4 juin contre Bush) et plusieurs dizaines de milliers en Turquie fin juin, témoignent de la remontée de la colère contre la guerre. Les prochaines étapes sont devant nous. Le 11 septembre aura lieu en Italie une assemblée générale du mouvement anti guerre. À Paris le week end des 11 et 12 septembre se tiendra une assemblée de la coordination des collectifs (de Paris et de province) Agir Contre la Guerre pour préparer le prochain Forum Social Européen. La manifestation de Londres le 17 octobre prochain est la prochaine étape

de la lutte contre l'occupation de l'Irak. Le mouvement anti guerre américain a montré sa force et sa vitalité. C'est à cette échelle que nous devons mobiliser pour en finir avec la sale guerre de Bush et Blair.

François, [Saint-Denis]



Le capitalisme, c'est la loi de la jungle...

## Inscriptions à la fac

# Le parcours du combattant



Chaque année c'est la même chose, l'inscription à l'université est un vrai calvaire pour certains étudiants.

Les inscriptions administratives sont souvent longues et compliquées. Le manque d'informations sur les délais et les démarches à effectuer font que de nombreux étudiants ne peuvent pas s'inscrire. Les administrations renvoient des motifs bidons pour les refus: délais dépassés, capacité atteinte, problème de sectorisation...

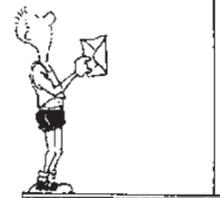
À Nanterre, un étudiant s'est vu refuser une inscription en première année de DEUG pour des raisons de hors délais alors qu'il avait reçu son autorisation d'inscription en septembre lui disant de venir s'inscrire avant fin juillet.

On peut croire alors à une simple erreur administrative. Mais quand une étudiante titulaire d'un bac professionnel reçoit une lettre du rectorat la dissuadant de s'inscrire à la fac car sa formation n'est pas destinée à des études longues et que « les statistiques montrent [qu'elle a] des chances très faibles de réussir dans cette voie », le doute n'est plus permis sur la politique de sélection

qu'entreprend l'administration. Ce qui touche essentiellement les étudiants venant des quartiers défavorisés.

Nous devons donc nous mobiliser dès la rentrée sur nos facs pour obtenir l'inscription pour tous!!!

Nina, [Nanterre]



## Assurance-maladie: continuons le combat!

La contre réforme du gouvernement sur la sécurité sociale a été adoptée en juillet. L'objectif est simple: réduire au maximum les dépenses de l'État pour la santé et privatiser le régime de l'assurance-maladie. Nous commençons déjà à voir les conséquences: non-remboursement de médicaments, suppression de lits et de moyens dans les hôpitaux, introduction d'un forfait de 1 euro dans les consultations, introduction des mutuelles et des assurances privées dans la gestion de l'Assurance-maladie, augmentation du forfait hospitalier... Cela va conduire à un régime à plusieurs vitesses ou ceux qui n'ont pas les moyens ne pourront pas se soigner correctement.

L'année dernière, de nombreux collectifs de défense de la sécurité sociale s'étaient créés partout en France avec des personnes syndiquées et non syndiquées. Ils vont se relancer dans la mobilisation cette année. Des Etats généraux vont être organisés par ATTAC en septembre.

La lutte n'est pas terminée. Nous devons continuer jusqu'au retrait de cette contre réforme!

Françine, [Nanterre]

## Qui sommes-nous ?



Nous luttons pour une société débarrassée de toute exploitation et aliénation, pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est.

Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'une rupture radicale avec l'ordre existant. Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée, que le racisme augmente...

Nous sommes partie prenante de toutes les luttes contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité.

Nous sommes internationalistes parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main.

Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut lutter dans l'unité, s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.

## Abonnez-vous! Prenez contact!

- Je désire m'abonner au journal (à partir du numéro ..... ) 10 € pour 10 numéros (chèque à l'ordre de RCJ)
- Je veux des informations sur les Rencontres internationales de jeunes (fin juillet en Espagne)
- Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Je désire commander:  
 ..... brochure(s) sur la précarité (1 euro l'exemplaire)  
 ..... carnet de chants de luttes (1 euro l'exemplaire)  
 ..... brochure(s) sur la guerre (1 euro l'exemplaire)  
 ..... brochure(s) sur la Palestine (1 euro l'exemplaire)

**Total: ..... euros**  
 Chèque à l'ordre de RCJ

Nom ..... Prénom.....  
 Adresse .....  
 Code postal ..... Ville .....  
 Téléphone ..... e-mail .....

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil.  
 mail: jcr@jcr-red.org — web: www.jcr-red.org

# Quand des organisations anti-guerre travaillent ensemble...

La venue de Bush à Paris le 5 juin dernier a réuni près de 30000 manifestants. Une réussite qui a démontré que le mouvement anti-guerre français existe bel et bien. Sur cette lancée, Agir Contre la Guerre a participé durant les mois de juillet et d'août à la « Caravane de la Paix ».

Cette initiative a été lancée par les Comités Palestine. Soutenue par une quarantaine d'associations comme par exemple l'Union Juive Française pour la Paix ou encore le Collectif National pour une Paix Juste et Durable au Proche-Orient, ACG a été invité à y participer.

Le but? Sillonner pendant quinze jours quelques villes de la banlieue parisienne (Saint-Denis, Montreuil, Evry, Bagneux, Fontenay-Sous-Bois, la Courneuve, Bondy...) Nous avons fait des tables, des expositions, organisé des concerts et fait signer la pétition contre le Mur en Palestine. Globalement, la Caravane a eu un grand écho.

Cette initiative militante a prouvé que la question de la guerre et des occupations réunit. Elle réunit encore plus quand ce sont plusieurs organisations qui travaillent main dans la main. Une union entre militants anti-guerre a une plus grande portée. Nous sommes plus nombreux, plus diversifiés et donc plus forts. C'est ce qu'a démontré la « Caravane de la Paix ». Cette initiative est un tremplin. À nous de tout faire pour que d'autres événements de ce type voient le jour.

Grâce à cette caravane, nous avons pu aller à la rencontre des habitants de la banlieue parisienne et commencer à les aider à

s'organiser. Un début très positif qu'il nous faut confirmer au plus vite. Aussi, une autre caravane devrait se dérouler vers la fin du mois d'octobre.

Cet échange ne peut être que positif pour le mouvement anti-guerre français. La diversité de ce mouvement est sa richesse. Nous devons donc continuer à construire un mouvement anti-guerre fort, permanent et diversifié.

Magalie, [Jussieu]

## Loi discriminatoire contre le voile à l'école Non aux exclusions !

L'année dernière le gouvernement a fait passer, parmi toutes ses lois anti-sociales, une loi d'exclusion des jeunes filles voilées, avec l'appui d'une grande partie de la gauche. La défense de la « laïcité républicaine », qui devrait assurer une égalité de traitement à tous, quelle que soit nos croyances, nos opinions, sert à justifier l'exclusion d'un grand nombre de jeunes filles musulmanes, venant de milieux souvent défavorisés.

Elles n'auront plus le choix qu'entre aller bosser et avoir un boulot mal payé puisqu'elles n'auront pas de diplôme, ou rester à la maison, avec pour seule perspective de se marier, en devenant dépendante de leur mari. Cette loi est raciste car elle ne s'applique qu'aux filles musulmanes, et ne remet pas en cause, par exemple, le système des aumôneries catholiques (500 en France). Nous considérons le voile comme un symbole religieux d'oppression des femmes, mais il ne fait pas de celles qui le portent des prosélytes intégristes: on en a d'ailleurs vu beaucoup participer aux manifestations de soutien et de demande de libération des otages français en Irak. Ce voile en fait d'abord des opprimées qui doivent pouvoir aller à l'école: c'est à l'école, mieux qu'à la maison ou au boulot, qu'elles peuvent

trouver elles-mêmes les conditions de leur émancipation.

### Solidarité dès la rentrée.

Cette question va se poser dès la rentrée, en même temps que celle des moyens: il y a eu de sévères restrictions du budget des lycées l'année dernière, qui vont nous faire manquer de personnel enseignant et non-enseignant, de matériel, d'heures de cours...

Il faut donc se mobiliser maintenant, dès le début du mois de septembre: se renseigner pour savoir si des filles voilées vont être virées de notre lycée, et en parler autour de soi. Les lycéens sont dans leur majorité pour le droit des jeunes filles voilées à l'éducation. Il faut

# Sommaire

- 2 Actualité**
- Forum Social Européen de Londres**
- 4 Les enjeux du FSE
- 5 De Seattle à Londres... Résistance face à la guerre sans limite !
- Monde**
- 6 Vénézuéla
- Grève de la faim dans les prisons israéliennes
- Soudan
- Elections aux Etats-Unis
- Dossier : L'Education dans la ligne de mire du gouvernement**
- 7 Le projet de la bourgeoisie
- Etudiants étrangers
- Logement étudiant
- 8 L'alternance
- Mettre son lycée en grève
- Mobilisons-nous dans les Facs !
- 9 La réforme ECTS-LMD
- Le rapport Thélot
- Hexagone**
- 10 Comment vaincre le racisme ?
- La question du temps de travail
- Histoire**
- 11 A quoi sert l'école ?
- Kultur**
- 11 Howard Zinn
- 12 Situation aux Philippines
- Retour des RIJ
- Université d'été de la LCR

# édito

Et oui, déjà la rentrée!

C'est l'occasion de tirer un petit bilan de cette année écoulée afin de mieux comprendre et anticiper les perspectives pour ce début d'année. Cette année a été assez dure. Nous avons mené beaucoup de luttes: en novembre-décembre, c'est une vingtaine de facs qui étaient en grève contre la réforme ECTS-LMD et la loi de modernisation universitaire. Au deuxième semestre, une série de facs et de lycées se sont également mobilisés. Les salariés d'EDF-GDF ont mené de nombreuses actions contre la privatisation. Plus de 500 collectifs se sont créés dans toute la France contre la réforme Douste-Blasy de casse de la sécurité sociale. Mais malgré ces importantes mobilisations, nous avons obtenu très peu de victoires. La bourgeoisie remet en cause de nombreux acquis et nos luttes n'ont pas été suffisamment importantes pour les défendre. Les résultats des élections régionales et européennes illustrent d'une certaine manière cette situation. La droite s'est pris une claque, en raison du ras-le-bol de la politique antisociale que mène le gouvernement. Mais d'un autre côté, le fait que les mobilisations n'ont pas permis d'obtenir de réelles victoires a entraîné une perte de confiance en nos propres forces; ce qui explique le faible score des listes LO-LCR.

Mais malgré l'ensemble de ces difficultés, il existe de réelles potentialités. C'est dès maintenant que nous devons préparer la contre-attaque sur nos facs, nos lycées, nos lieux de travail.

Sur les facs, nous devons être au courant de l'application concrète des ECTS-LMD, et à partir de là, convaincre l'ensemble des étudiants de la gravité de cette réforme, et de l'impossibilité pour une bonne partie d'entre nous de pouvoir continuer nos études si l'on n'obtient pas, par la grève le retrait de cette réforme. Sur les lycées, il faut s'organiser contre les suppressions de classes, d'options, qui sont une conséquence de la pénurie budgétaire menée par le gouvernement. Sur nos lieux de travail, les licenciements se multiplient, ainsi que les attaques sur les salaires et les rythmes de travail. C'est en s'organisant et en mettant pression par la grève qu'on arrivera à maintenir nos droits.

Du 15 au 17 octobre aura lieu le Forum Social Européen à Londres. Ce sera l'occasion de discuter avec tout un ensemble de personnes qui ont participé à des mobilisations à travers toute l'Europe et de se mettre d'accord sur des dates communes de mobilisations, de coordonner la riposte au niveau européen. Ce sera aussi l'occasion de discuter de la société à construire face à la barbarie du système capitaliste. Pour nous, c'est le communisme, c'est-à-dire une société autogérée débarrassée de toute exploitation et de toute oppression.

Face à tout ça, il est nécessaire de convaincre l'ensemble des personnes qui n'en peuvent plus de ce système, qui en ont marre de voir leurs droits attaqués, de militer; c'est-à-dire de s'organiser avec d'autres afin de pouvoir riposter collectivement, car c'est seulement de cette manière qu'on peut espérer avoir une vie un minimum décente.

**endagendagend**

**ndagendagendas**

**agendagendagen**

**dagendagendage**

- 4 septembre: journée internationale de solidarité avec les prisonniers palestiniens**
- 11 au 11 septembre: Assemblée Générale nationale d'Agir Contre la Guerre à Paris**
- 18 au 18 septembre: Réunion internationale des mouvements anti-guerre à Beyrouth (Liban)**
- 25 septembre: KO social**
- 30 septembre: 4e anniversaire de l'Intifada palestinienne**
- 10 octobre: date à confirmer d'une manifestation nationale contre tous les racismes et l'antisémitisme**
- 14 au 17 octobre: Forum Social Européen de Londres, Manifestation européenne contre les occupations**

Pour tout renseignement concernant ces initiatives, contactez-nous!



Le Forum social européen est maintenant un rendez-vous habituel dans les mobilisations internationales contre la guerre et la mondialisation capitaliste. Des dizaines de milliers de personnes y ont participé les dernières années, et c'est même un million de personnes qui ont participé à la manifestation du FSE de Florence il y a deux ans. Les FSE sont des journées de débat et d'action. Elles servent à mettre en commun les expériences de luttes qui ont lieu à travers l'Europe et à tracer des perspectives: c'est le FSE de Florence qui avait appelé à manifester le 15 février 2003 contre la guerre, et il y a eu 15 millions de personnes dans le monde pour répondre à cet appel.

Pour les révolutionnaires, c'est aussi le moment de proposer notre vision: nous souhaitons construire les mobilisations avec tous ceux qui sont prêts à se battre pour les droits des jeunes, des travailleurs, des peuples du monde entier, et nous pensons qu'il faut le faire dès maintenant. Nous ne devons pas nous contenter de nous réunir pendant quelques jours, c'est dans les manifestations et dans les grèves que nous changerons le rapport de force. Nous voulons aussi, en débattant au FSE, convaincre le maximum de monde qu'on ne peut pas réformer ce système, qu'il faut le renverser.

Ce mini-dossier essaie d'aborder différents débats qui nous semblent importants. Et, surtout, nous devons voir dès maintenant comment faire pour que le maximum de jeunes puissent participer à ce FSE. Pour cela, pas de secret: il faut organiser des meetings dans les villes, les facs, réserver des autocars et les remplir! Toutes les forces, toutes les organisations, tous les militants, toutes les personnes motivées sont nécessaires pour faire cela. À bientôt à Londres!

Antoine, [Jussieu]

**S**i l'on peut dire dans un certain sens que le XXI<sup>e</sup> siècle a commencé pour nous à Seattle, le Forum social européen (FSE) de Londres du 14 au 17 octobre 2004 est la prochaine étape de l'histoire que nous écrivons depuis lors.

## Mouvement de masse international contre nouvel impérialisme

Loin des théories fumeuses de « fin de l'histoire » des F. Fukuyama et autres idéologues néolibéraux, le mouvement qui s'est révélé à lui-même lors des mobilisations contre le sommet de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle en 1999 a opposé l'idée d'un autre monde possible, face à la nouvelle phase d'expansion du capitalisme caractérisée par plus d'exploitation, de guerre et de misère. Le FSE représente à l'échelle du continent européen ce mouvement de résistance anticapitaliste, c'est-à-dire de résistance à la logique globale du capitalisme néolibéral et guerrier. Cette mobilisation constitue ainsi un moment fondamental dans la construction du rapport de force global et des développements d'une alternative à la barbarie.

Au lendemain de la manifestation internationale du 15 février qui avait rassemblé plus de 15 millions de personnes sur toute la planète, le Washington Post, journal de l'establishment américain, reconnaissait qu'il y avait désormais deux superpuissances sur la planète: l'impérialisme américain et le

mouvement antiguerre mondial. Au vu de la situation en Irak aujourd'hui, cet aveu prend tout son sens. Car l'impasse politique et militaire dans laquelle se retrouve la coalition anglo-américaine est véritablement le produit de deux facteurs principaux. D'une part la résistance irakienne qui, de Falloudja à Nadjaf, démontre chaque jour un peu plus la réalité et l'illégitimité de l'occupation coloniale. De l'autre le mouvement antiguerre international, dont la force a pu se mesurer en Espagne par exemple, où la dynamique antiguerre a permis de faire tomber un gouvernement et le retrait des troupes espagnoles. Et ce dernier développement n'est pas venu de nulle part. Déjà en mars 2002 lors du sommet de l'Union Européenne, des centaines de milliers d'Espagnols défilaient à Barcelone contre « l'Europe de la guerre et du capital ».

## Contestation sur tous les terrains

Et c'est précisément cette Europe du capital qui a encore été remise en cause en juin dernier lors des élections pour le Parlement européen. Tous les gouvernements en place qui ont subi de cinglantes défaites, que ce soit à cause de leur politique économique intérieure ou de leur participation à l'intervention en Irak... avec pour les plus chanceux le doublé. Cette sanction électorale a été la réponse qu'ont donnée des millions de gens face à l'offensive sans précédent de la part des gouvernements néolibéraux pour s'attaquer aux travailleurs sur tout le continent. Mais elle s'inscrit surtout dans

un paysage européen où les luttes et les résistances s'organisent à tous les niveaux. En France par exemple le vote contestataire a été la conclusion (provisoire) des luttes de masse engagées depuis mai-juin 2003 sur les retraites. En Allemagne, après s'être pris une baffe aux élections, G. Schroeder court le risque de se prendre des œufs dans la tête dès qu'il sort dans la rue. Depuis des mois des mobilisations de plus en plus massives dans tout le pays s'opposent aux plans de réforme sociale des retraites et du chômage que son gouvernement veut mettre en place (« Harz 4 » et « Agenda 2010 », des projets du gouvernement qui frapperont de plein fouet les travailleurs et les chômeurs. Ces réformes impliquent notamment une réduction drastique de l'aide sociale.) En avril 2004 suite à l'appel du FSE de Paris, ce sont 400000 personnes qui défilaient à Berlin dans le cadre de la journée d'action syndicale européenne. Et depuis l'agitation sociale n'a pas arrêté, touchant notamment de nombreuses régions de l'est, où on sent flotter un air des manifestations de 1989, celles qui avaient mis à bas le régime stalinien de RDA. On pouvait ainsi entendre dans les désormais fameuses 'manifestations de lundi' des manifestants affirmer qu'ils seraient de plus en plus nombreux et qu'ils continueraient à manifester « jusqu'à ce que Hartz 4 soit abandonné ou jusqu'à ce que le gouvernement doive reculer. Nous avons mis fin à la RDA. Nous mettrons fin à tout ce qui nous mettra sous pression. Il ne faut pas sous-estimer le peuple. Assez c'est assez. ». C'est de ce type de luttes, et de bien d'autres encore, dont nous discuterons à Londres. Des travailleurs de l'usine Fiat à Melfi dans le sud de l'Italie qui ont mené une grève héroïque face à la répression d'État, au personnel d'entretien des grandes tours financières de la City de Londres qui ont gagné le droit de se syndiquer. Ce FSE sera une occasion unique de partager ainsi l'expérience de milliers de travailleurs qui résistent chaque jour aux attaques sur leurs salaires, leurs conditions de travail et d'existence, et tirer le meilleur de ces batailles. Car en face, comme l'a montré le débat autour de la constitution européenne, le capital s'organise. Nous devons le faire de notre côté.

## Stratégies et alternatives

Les classes dirigeantes européennes sont en effet engagées de puis plusieurs années à travers le « projet européen » dans l'édition d'un nouvel espace d'exploitation et de domination selon deux stratégies différentes. D'un côté la construction d'une puissance européenne qui se doterait de ses propres armes (économiques et militaires) pour répondre aux rivalités interimpérialistes (France, Allemagne principale-

ment). De l'autre partie des alliances pluralistes, au moins temporairement, avec la puissance dominante américaine (Grande-Bretagne, Italie, et pays de l'Est comme la Pologne). Pour autant, elles s'accordent parfaitement dans leurs offensives néolibérales sur les travailleurs, comme dans leurs politiques de répression, sécuritaires et racistes contre les Musulman-e-s ou les immigré-e-s. Face à leur stratégie, le mouvement aura, à Londres notamment, à se poser les questions de la sienne propre. Car de notre côté, des orientations différentes émergent également. Celle des courants réformistes, comme Attac-France, consistant en un soutien à l'ONU sur la question de la guerre ou aux Etats nationaux sur les questions socio-économiques, mène à préférer à la construction des mouvements de masse à la base, la stratégie de lobbying auprès des institutions et des Etats. Par exemple le soutien à une Europe puissance pour faire contrepoids aux États-Unis. Nous aurons donc également à y défendre une autre direction, fondée sur l'idée d'un mouvement qui se construise par le bas et ne compte que sur ses propres forces pour changer le monde. Après l'expérience du Forum mondial de Mumbai en janvier 2004 qui a montré la capacité de ce mouvement de s'élargir aux catégories les plus populaires, de rassembler et d'évoluer quantitativement et qualitativement. Débattre et confronter nos idées pour renforcer nos rangs avec des stratégies et des perspectives claires.

## Dans la ligne de mire...

Ce FSE aura enfin lieu dans un pays qui est à la fois au cœur de la guerre sans limites et le terrain privilégié du néolibéralisme. Et où

2 millions de personnes ont manifesté le 15 février 2003 contre la guerre et près de 300000 contre la venue de Bush en novembre 2004, créant un des plus grands mouvements de masse de son histoire et fragilisant le gouvernement de Tony Blair. À 15 jours des élections américaines, où une défaite de Bush serait perçue comme encouragement en Irak et dans le reste du monde, car produit par le mouvement de résistance global, mais sans pour autant qu'il doive y avoir d'illusions en J. Kerry qui n'est certainement pas une alternative à la politique générale de la classe dirigeante américaine. De même que les dirigeants européens ne sont pas une alternative aux Américains dans leur lutte pour la domination mondiale. Comme dit le slogan: « Aznar on t'a eu, Bush et Blair, on vous aura » avec une mention spéciale pour Chirac et Raffarin, et un rendez-vous par la suite en février 2005 à Nice contre le sommet de l'OTAN, où nous aurons toute la fine équipe au complet. Chaque travailleur, syndicaliste, étudiant-e ou lycéen-ne qui construiront cette mobilisation et se rendront au FSE de Londres sera susceptible d'influer sur ce rapport de forces national et international, et de construire les luttes et mobilisations à venir.

Danièle, [Sorbonne]



# Le Forum Social Européen 2004

## Les cinq axes de discussions du FSE

- Guerre et Paix
- Démocratie et droits fondamentaux
- Justice sociale et solidarité: contre la privatisation, pour les droits sociaux, les droits des travailleurs et les droits des femmes
- La mondialisation des multinationales et la justice mondiale
- Contre le racisme, la discrimination et l'extrême droite: pour l'égalité et la diversité
- Crise environnementale et développement durable

## Tous dans les cars!

Nous devons être le plus nombreux possible à nous rendre au Forum social européen. Pour cela, dans chaque ville, sur chaque université, dans les quartiers, nous devons mobiliser autour de nous, organiser des cars.

Sur la région parisienne et d'autres villes, Agir contre la guerre commence à vendre des places (100 euros pour l'instant). Contact: 06 16 42 27 87 ou 01 42 62 24 45

Ou contactez les JCR

Seattle 1999 – Londres 2004 :  
**le capitalisme contesté**

**D**écembre 1999 à Seattle, des milliers de jeunes bloquent la réunion de l'OMC (institut de régulation du commerce mondial) après une gigantesque manifestation qui a rassemblé des syndicalistes, des écologistes... Le mouvement contre la mondialisation capitaliste est né et connaît un essor phénoménal à travers la contestation de toutes les institutions qui organisent la marchandisation du monde (réunions du G8, du FMI, de la Banque Mondiale, des sommets de l'Union Européenne...). Ce mouvement représente une rupture profonde car il ne s'agit plus seulement de protester de façon défensive contre des politiques injustes mises en œuvre par des gouvernements, il s'agit de contester la légitimité même de ses institutions à décider du sort de millions de gens. Il y avait déjà des signes avant-coureurs avec la résistance des Zapatistes au Chiapas qui posait le problème de la résistance à l'échelle internationale. Bref, il s'agit de passer à l'offensive et de faire que la peur change de camp.

Le profond changement produit par le mouvement contre la mondialisation ne se mesure pas en terme « d'acquis sociaux » (salaires...). Son apport le plus précieux, c'est d'avoir à travers l'expérience réalisée par des millions de gens à l'échelle internationale de la contestation des institutions et des gouvernements donné une nouvelle légitimité à la nécessité d'une alternative au système capitaliste (« Un autre monde est possible »). C'est un retournement par rapport au début des années 90 où les défenseurs de la libre entreprise imposaient

par un véritable bourrage de crâne la fatalité de la logique marchande.

**Des questions stratégiques incontournables**

Mais très vite le mouvement est confronté à plusieurs questions d'orientations. D'abord contester l'organisation des sommets, courir de manifestations en manifestations a permis l'extension du mouvement mais se révèle limité, surtout quand les gouvernements décident de déplacer leurs réunions dans des lieux inaccessibles. Un débat s'engage sur quelle stratégie adoptée pour concrétiser les revendications. Faut-il appuyer certaines expériences gouvernementales comme Lula au Brésil ? Faut-il dans les négociations de l'OMC (comme à Cancun en 2003) appuyer les coalitions des « petits pays » (Inde, Chine...) face aux grandes puissances étasuniennes et européennes ? Ou bien faut-il s'appuyer sur les expériences des mobilisations elles-mêmes (comme en Argentine en 2001) pour réorganiser la société ?

La deuxième question qui est posée au mouvement, c'est celle de la violence. Les gouvernements face au développement des mobilisations vont adopter une double stratégie. D'abord chercher à intégrer une partie du mouvement en proposant d'entendre ce que veulent les manifestants. Chirac est un des principaux artisans de cette tactique et a multiplié les critiques des effets pervers de la mondialisation. En même temps, la répression policière mise en œuvre par les Etats monte en puissance pour décourager le mouvement. À Göteborg en Suède en juin 2001, des policiers tirent à balle réelle sur

des manifestants. À Gènes, les carabinieri de Berlusconi pour défendre le sommet du G8 tuent un jeune, Carlo Giuliani et déploient une répression féroce contre les manifestants et en particulier contre les médias alternatifs. Gènes représente un tournant. C'est une défaite pour les gouvernements qui sont apparus encore plus impopulaires après les violences. Mais c'est aussi une période d'interrogation pour les participants au mouvement, dont une partie met en cause la stratégie de confrontations directe des mobilisations.

**Face à la guerre**

Mais la crise de la mondialisation capitaliste va prendre une forme inédite qui va poser des questions nouvelles au mouvement avec le 11 septembre 2001. La première puissance impérialiste se déclare « en guerre » et entraîne les autres grandes puissances dans sa « guerre sans limite » contre le terrorisme et pour réaffirmer sa domination planétaire. Mais cette nouvelle épreuve va démontrer les potentialités des mobilisations internationales contre les conséquences de la mondialisation capitaliste (dont la guerre est un aspect). Les mobilisations depuis Seattle n'ont été que les premières étapes de la contestation de la mondialisation. Le mouvement mondial contre la guerre en Irak va démontrer la force des mobilisations de masse à l'échelle internationale. C'est le Forum Social Européen qui permettra d'organiser la journée historique du 15 février 2003 qui rassemblera plus de 15 millions de manifestants sur les 5 continents de la planète contre la guerre en Irak. Une récente

étude universitaire estime qu'entre janvier et mars 2003, plus de 35 millions de personnes ont participé dans le monde entier aux manifestations contre la guerre. Le mouvement n'a pas réussi à empêcher le déclenchement de la guerre mais cette question est désormais incontournable.

**Prochaines étapes**

Un des acquis non négligeable du mouvement contre la guerre, c'est que désormais la responsabilité du mouvement contre la mondialisation se pose différemment. Il s'agit, notamment à travers les Forums Sociaux (Porto Alegre, Saint Denis, Mumbai, et à Londres en Octobre prochain...) non pas de s'intégrer à la mondialisation marchande mais de planifier d'organiser la contre offensive à l'échelle internationale. Ceux qui n'ont rien à perdre commencent tout juste à découvrir leur force à travers des mobilisations d'une force nouvelle. Le « 15 février » contre les attaques sociales, les licenciements et les privatisations, contre le racisme ou pour les droits des femmes reste à organiser. C'est à travers ces prochaines batailles que non seulement la conscience qu'un autre monde est possible se renforcera mais que se posera la nécessité de rompre définitivement avec la logique marchande qui détruit la planète pour organiser nous mêmes la société sur d'autres bases.

François, [St Denis]

**Si résister c'est être terroriste nous sommes tous des terroristes !**

**L**e 11 mars dernier, trois bombes explosaient à Madrid, trois jours plus tard, Aznar, le premier ministre était viré par des millions d'Espagnols qui scandaient : « Les bombes qui explosent à Madrid et à Bagdad sont les mêmes ! ». La ligne de séparation entre la résistance Irakienne et le mouvement de solidarité internationale contre l'occupation n'existait plus. À Madrid, à Gaza, à Paris, à Nadjaf, à New York, la résistance à la guerre sans limite est sans frontière, elle change de forme selon le contexte national et depuis un an et demi elle ne cesse de se renforcer et d'obtenir des victoires comme le licenciement d'Aznar ou la libération de Fallouja par les miliciens irakiens.

Les médias se sont égosillés un mois durant sur la ville sainte de Nadjaf, où les troupes américaines assiégeaient l'armée de Mahdi menée par Moqtada al Sadr. Mais la plupart des décès au sein des troupes d'occupation se sont produits ailleurs en Irak. Le nombre de pertes des troupes d'occupation est monté en flèche vers la fin du mois d'août 2004. Selon des chiffres du commandement central des USA, 61 soldats sont morts en Irak durant le mois d'août, dont 52 Américains. Toujours selon le commandement américain, depuis la passation de

pouvoir le 28 juin, les forces d'occupations se trouvent confrontées à 49 attaques par jour en moyenne. Les troupes d'occupation font face à une résistance à travers tout le pays.

« Cette situation est la conséquence d'une cause principale, le colonialisme. Ils doivent quitter le pays, mais ils veulent nous faire croire que nous allons entrer dans une guerre civile s'ils s'en vont, ce qui est faux parce que toutes les orientations politiques et religieuses sont unies face au colonialisme. » Comme à Fallouja et à Bassorah, les Américains ont bloqué la ville de Nadjaf au début du siège, terrorisé la population à coup de bombardements afin de la faire fuir en majorité.

Durant le siège de Nadjaf, la solidarité des Irakiens avec les miliciens a été des plus fortes comme l'ont montré les foules de manifestants qui ont rejoint Nadjaf et qui ont permis aux miliciens de repartir du mausolée leurs armes à la main laissant présager que les occupants n'étaient pas au bout de leurs aventures... À travers la résistance à l'occupation, tous les Irakiens s'unissent et se soutiennent : « Nadjaf est encerclée comme Fallouja. Ses habitants nous ont aidés. C'est maintenant notre tour de leur rendre la pareille »...

En Irak, c'est toute une population qui résiste à l'occupation du pays, se servant des moyens et des formes d'organisations dont elle dispose, elle se développe de jour en jour et la liste des villes où les troupes d'occupation n'ont pas le droit de citer ne cesse de s'allonger, incluant Fallouja, l'immense quartier de Sadr City à Bagdad et, aujourd'hui, Nadjaf. Toutes les victoires de cette résistance sont un pas de plus vers la défaite des troupes en Irak et, plus généralement vers la défaite de l'impérialisme en général.

À l'échelle de la planète, le mouvement de résistance à l'occupation ne cesse de se développer. 500000 personnes ont défilé à New York, le 29 août dernier contre la convention du parti de Bush ! Ce mouvement de solidarité internationale donne lieu à des mobilisations qui atteignent des seuils historiques. C'est l'escalade de la résistance et chaque date est un nouveau défi pour tous ceux qui veulent stopper la guerre sans limite.

Les familles des GI's s'organisent de plus en plus dans le mouvement antiguerre américain et les vétérans d'Afghanistan et d'Irak font des tournées de meeting anti-guerre. Depuis plus d'un an la situation en Irak fait régulièrement la une des médias. Les

tortures organisées de l'armée américaine ont été révélées alors même qu'elles étaient en train de se produire... Le mouvement de résistance a pu briser l'omerta traditionnelle des crimes de guerre.

De Bagdad à New York, nous sommes sur la voie de cette victoire. Cette situation est le fruit d'une résistance globale qui ne cesse de grossir et qui s'organise depuis les 60000 manifestants de Seattle, en décembre 1999. Le 17 octobre 2004 pour la manif du Forum Social Européen (FSE), contre la guerre, le libéralisme et pour la justice globale.

C'est à l'appel du premier FSE de Florence que 30 millions de personnes ont défilé dans le monde entier le 15 février 2003, pour dire leur refus de cette guerre et depuis les coalitions nationales et les mobilisations anti-guerre n'ont cessé de se renforcer. En France, le mouvement anti-guerre est à ancrer et à élargir alors que 30000 personnes ont manifesté le 5 juin, à l'appel d'ACG, lorsque Bush et Poutine sont venus à Paris. Le FSE 2004 est la nouvelle étape de tous ceux qui veulent changer le monde et stopper la guerre sans limite à un moment où la peur est en train de changer de camp. Tous à Londres du 14 au 17 octobre 2004!

Sarah, [Saint-Denis]

« Dégommez l'Irak »

La municipalité de Wildwood, dans le New Jersey (côte est des États-Unis) a annoncé la fermeture prochaine d'une attraction baptisée « Dégommez l'Irak », qui a suscité les protestations d'organisations arabes aux États-Unis.

L'attraction consistait à tirer des projectiles à la peinture sur des gens déguisés en Saddam Hussein ou Ben Laden. La représentation du New Jersey du Comité américano-arabe contre les discriminations avait protesté, soulignant que ce type de jeu alimente le sentiment anti-arabe aux États-Unis.

**Une nouvelle arme israélienne : la bombe puante**

L'armée israélienne s'apprête à dévoiler une nouvelle arme destinée à disperser les manifestations palestiniennes : une bombe puante. Selon le quotidien israélien Maariv, l'armée met au point une nouvelle arme, appelée la bombe « mouffette », du nom du petit carnivore qui, comme le putois, projette en cas de danger un liquide malodorant sécrété par ses glandes anales. Pour la concocter, les chercheurs militaires ont copié ce liquide après l'avoir analysé. Des essais ont démontré que quelques gouttes seulement du liquide pouvaient provoquer une odeur insupportable, persistant jusqu'à cinq ans sur les vêtements, affirme le journal.

**500 km à pied pour réclamer des salles de classe**

Un professeur malien, Bakabigny Keïta, originaire de la localité de Bakouroufata, dans la région de Kayes (extrême ouest du Mali), a marché pendant onze jours jusqu'à Bamako, sur une distance d'environ 500 km, pour réclamer la construction de salles de classes dans son village. « À la veille de la rentrée scolaire, j'ai voulu lancer un véritable SOS pour mon village, Bakouroufata. Seules trois des six classes que nous avons là-bas sont fonctionnelles », a déclaré M. Keïta, 28 ans, professeur de philosophie. Pour l'instant il n'a pas encore obtenu gain de cause...



## L'arnaque de l'alternance

Les attaques libérales contre l'école ne se limitent pas simplement à une réduction des budgets de l'éducation nationale ou à la mise en concurrence des établissements entre eux mais touchent aussi les enseignements.

Pour ceux qui nous gouvernent, l'École d'aujourd'hui doit avoir pour objectif principal la formation d'une main-d'œuvre étroitement adaptée aux besoins des capitalistes. L'enseignement professionnel est au cœur de cette bataille. Depuis vingt-cinq ans sous prétexte de lutter contre l'échec scolaire, le ministère a développé des dispositifs de stages en entreprises ou de formations en alternance. Lors de l'orientation on propose aux élèves en difficulté de choisir plus tôt que les autres une orientation souvent définitive dans des voies de relégation qui renforcent les inégalités et sont discriminatoires. Un rapport de l'inspection générale de l'Éducation nationale constate que : « le système français est malheureusement connu pour la précarité de ses orientations. Plus une orientation est précoce, plus elle est subie plus elle a des chances d'être négative, plus elle est socialement marquée ». Alors pourquoi garder ces dispositifs inefficaces ? La réponse est simple, la possibilité de faire sortir précocement un certain nombre de jeunes du système scolaire et/ou développer très tôt des formations par apprentissage ou en alternance est un des axes importants de l'offensive libérale. Pour les capitalistes il est aujourd'hui nécessaire de réduire la durée de la scolarité des élèves pour alimenter le marché du travail.

Les PFE (les périodes de formation en entreprise) sont obligatoires pour les bacs pro, les diplômés supérieurs de types BTS et



licence professionnelle et pour certains BEP. Depuis quelques années, les stages se développent aussi au collège. Le motif est toujours le même: il est de bon sens de faire découvrir aux élèves la réalité du métier qu'ils veulent exercer ou qu'ils préparent. Pourtant l'analyse des stages révèle que les élèves ne sont pas réellement encadrés, du fait des obligations de production. D'autres fois pour les niveaux les plus élevés, les stagiaires (bac pro, licence pro, BTS) se retrouvent à encadrer des équipes de BEP et autres apprentis. L'utilisation des stagiaires est nécessaire à l'entreprise, les artisans ayant souvent recours aux apprentis, mais aussi certains magasins qui profitent de cette main-d'œuvre bon marché.

Pour arrêter de faire des jeunes de la chair à patron il est urgent de fermer l'école aux intérêts privés. Le critère économique ne doit jamais être le seul retenu pour juger des politiques éducatives, il doit être exclu de la détermination des contenus et de l'organisation d'un enseignement commun à toute la population. La formation professionnelle elle aussi ne doit pas être soumise à la logique patronale d'employabilité immédiate.

Yann, [Toulouse]

## Conseils pratiques : comment mettre un lycée en grève

Ca y est c'est la rentrée, moment douloureux dans la vie d'un lycéen. Mais cette rentrée sera encore plus difficile que les précédentes car notre merveilleux 1<sup>er</sup> ministre a décidé que faire la guerre était beaucoup plus important qu'étudier.

**R**ésultat: une hausse de 17% du budget de l'armée et un budget pour l'éducation très réduit. Cela se ressent dans tous les secteurs de l'éducation de la maternelle à la fac. Les lycées sont particulièrement touchés et cette année nous allons devoir subir des classes à 30 voire 35 élèves, un certain nombre d'options supprimées... Pour combattre ces attaques frontales du gouvernement à notre encontre, il est nécessaire d'agir et de le faire bien. C'est pourquoi nous avons essayé de rédiger une liste de conseils et de pratiques pour mettre en grève son lycée.

Le préalable à tout mouvement est l'existence, au sein du lycée, d'un noyau militant qui connaît les réformes en cours et sait comment monter un mouvement. Il est également nécessaire d'informer (le mieux possible) les lycéens, car sans information personne ne peut bouger; de plus un lycéen bien informé sur les tenants et les aboutissants du mouvement sera beaucoup plus motivé pour agir.

•réunion: elles permettent de sensibiliser des élèves de manière très efficace et d'augmenter le noyau militant. En effet, les

lycéens présents peuvent aider à diffuser des tracts, à coller des affiches et plus globalement à organiser la mobilisation. Toutefois, l'efficacité des réunions dépend de plusieurs facteurs (motivation des lycéens par ex), donc elle n'est pas forcément la même d'un lycée à l'autre. Il est très important que la réunion soit la plus démocratique possible et que la ligne politique soit la plus claire possible (lutte contre le gouvernement...).

• tracts et affiches: elles permettent d'informer une grande partie des lycéens. Il est conseillé de diffuser les tracts à l'extérieur du lycée (se mettre à minimum 2 par entrée et commencer 30 minutes avant la première sonnerie du matin); toutefois une diff à l'intérieur du lycée est possible mais dangereuse (acte illégal). Les affiches, quant à elles, doivent se voir partout dans le lycée. Il faut toujours faire attention à la pertinence des propos tenus dans ceux-ci et à leur lisibilité.

• passage dans les classes: le soutien des profs est préférable pour pouvoir passer faire un tour d'information dans les classes. Il faut être poli avec les profs (essayer de passer au début du cours si possible) et pertinent dans les propos tenus (ne pas oublier de répondre aux questions). Cette action est la plus efficace pour informer la totalité des élèves.

• pétition: elles sont peu utiles, mais permettent de montrer le soutien des lycéens au mouvement et d'informer (discuter avec eux et les convaincre de se mobiliser en même temps qu'on leur demande une signature).

• Assemblées Générales: il est bien d'en faire le jour d'une action. Elles permettent

que ce soit les lycéens eux-mêmes qui décident collectivement de la mobilisation et d'élire des représentants (qui doivent être révocables à tout moment, voire réélus à la prochaine AG)

• grève avec manif: aller manifester permet principalement de marquer dans la rue son désaccord avec la politique du gouvernement, de médiatiser ce désaccord et ainsi de propager le mouvement à d'autres lycées. C'est le seul moyen existant pour faire reculer le gouvernement. Elles peuvent se commencer par une occupation du lycée (opération lycée mort par exemple).

• propagation: Il est nécessaire de propager la mobilisation aux lycées proche du nôtre (débrayage, diffusion de tract et, si on peut, utilisation de contacts personnels sur les autres lycées). Il est très important de tenter de mettre en place une coordination des lycéens du coin, pour que tous les lycées bougent ensemble.

• informer la presse: ceci permet de propager le mouvement, en montrant qu'ailleurs ça bouge. Les médias étant dans les mains du patronat, il faut faire très attention à tout ce que nous leur disons car ils ne retiendront que ce qui les intéresse.

Enfin, il faut éviter de demander une quelconque autorisation au proviseur, car même s'il n'a pas le droit il peut interdire l'organisation de réunion par exemple. Il faut aussi prendre toutes les décisions entre lycéens et essayer d'agir avec les profs, les pions, les IATOSS et les parents d'élèves de notre lycée. Nous rappelons que nous n'avons nullement la prétention de connaître toutes les façons d'agir pour mettre un lycée en grève, ni leur efficacité précise; ce sont simplement des conseils suite à notre expérience dans le dernier mouvement lycéen.

Mickael et Camille, [Cergy]

## Qu'est-ce qu'on attend pour mettre le feu dans nos facs ?

**T**out au long de l'année dernière, alors que le gouvernement avait déjà engagé la privatisation des universités, un grand nombre d'étudiant-e-s se sont mobilisé-e-s, mis en grève, et ce partout en France. C'est sûr, nous n'avons pas gagné; mais il est encore temps d'organiser la riposte et de dépasser les difficultés de l'année écoulée. C'est dès la rentrée qu'il faut mettre le feu sur nos universités!

Et pour commencer par le commencement, nous devons être très précisément renseignés sur l'état de l'application des réformes ECTS-LMD, dans nos UFR, filière par filière, etc. Nous devons savoir si les frais d'inscriptions ont augmenté, si des cours ou options ont été supprimés, combien d'étudiants sont sans fac à cette rentrée, combien uniquement parce qu'ils sont étrangers, savoir où en sont les aides sociales etc. Il faut se procurer toutes les informations concernant les décisions prises ou prévues, par les administrations des universités. Le syndicat peut être un outil efficace pour mettre en commun toutes les informations, et les faire connaître à tous les étudiant-e-s.

Il faut que tous les étudiant-e-s soient au courant de leurs droits, des attaques menées et des reculs, de l'état de l'aide sociale, et de la situation générale des étudiant-e-s. Cela signifie faire des interventions dans nos TD et dans nos amphis, et qu'aucun cours ne soit oublié. Distribuer des tracts, afficher, tenir des tables d'information en ayant à disposition des étudiants les textes de lois, des chiffres. Encore une fois le syndicat permet d'avoir tout ce matériel de mobilisation.

### Vers la lutte

Le but de tout ça c'est de préparer des Assemblées Générales (AG), ouvertes à toute-s. Celles-ci sont le meilleur moyen de discuter avec tous pour informer les étudiant-e-s et les convaincre de se mettre en grève. La grève est en effet le seul moyen dont nous disposons pour faire pression. Se mettre en grève cela signifie: bloquer la fac, arrêter les cours, pour permettre à tous les étudiant-e-s de prendre part au mouvement. Toutes les facs doivent être bloquées, et toujours dans la perspective d'étendre le mouvement, en se coordonnant au niveau national. Si manifester, faire des actions coup-de-poing permet de développer la lutte, de faire connaître nos revendications et de populariser notre mouvement vis-à-vis de l'opinion publique, la grève dure des universités oblige rapidement le gouvernement à réagir. D'une part, la recherche s'arrête ainsi que la formation de travailleur-e-s qualifié-e-s. D'autre part les risques sont toujours plus grands de voir la contestation s'étendre aux autres secteurs, et à tous les travailleur-e-s.

C'est aussi en AG qu'on élabore des revendications nous donnant à tou-te-s des objectifs de lutte qui nous assurent un avenir. Que ce soit la question sociale: ne pas avoir besoin de se salarier (même pour les plus pauvres!) afin de financer ses études est indispensable pour étudier dans de bonnes conditions! Tout comme avoir un logement décent, de quoi vivre, que les frais d'inscriptions n'augmentent pas mais disparaissent! Ou la question du budget de l'éducation: les postes au concours d'enseignement doivent être maintenus, et suffisamment de profs et

de personnels IATOS doivent être embauchés. Mais il s'agit aussi de l'égalité des droits, entre français-e-s et étrangers-ère-s. Et bien sûr, la réforme des ECTS LMD doit être abrogée.

### Stoppons le gouvernement

Bien sûr le gouvernement ne cédera pas facilement, et c'est pour ça que le blocage de toutes les facs en France est indispensable. De même, il faut organiser la solidarité avec les travailleur-e-s, car nous serons nous-mêmes plus tard en grande majorité des travailleur-e-s. L'offensive du gouvernement s'exerce à tous les niveaux: il privatise les secteurs publics tels que la Poste, EDF-GDF, France Télécom, etc. c'est-à-dire tente de transformer en marchandise ce qui n'en est pas! Il s'attaque à la Sécu, à nos retraites et tente de faire reculer chaque fois un peu plus nos droits démocratiques. On se rend bien compte que les attaques sont globales et toutes dans la même logique. Et elles sont aussi bien menées par les autres gouvernements en Europe et ailleurs! En octobre se tient le Forum Social Européen: ce sera une bonne occasion de convaincre un grand nombre d'étudiant-e-s de la globalité des attaques et de la nécessité de s'organiser pour virer le gouvernement!

Laura, [Tolbiac]



## Attention aux fermetures de filières

**L**e projet de la bourgeoisie pour l'enseignement supérieur est très clair. Comme pour les autres services publics, il s'agit ici de « rentabilisation ». Comment se traduit cette volonté sur l'enseignement proposé par les facs ?

Au niveau des filières, on remarque plusieurs tendances traduisant cette « rentabilisation ».

Une des tendances est bien sûr la fermeture pure et simple des filières dites « non rentables ».

D'autres tactiques sont utilisées par les universités: la baisse des crédits attribués aux filières. Ceci est rendu possible par les réformes en cours car plus rien n'oblige les facs à financer un minimum les différentes filières. Sans crédits, la filière est à terme

condamnée.

Le passage au système LMD permet à l'État de refuser des diplômes à des facs. L'exemple de Perpignan est caractéristique. Aucun Master n'a été accepté, il n'est plus possible de continuer après la Licence dans cette fac, il faut obligatoirement aller ailleurs pour poursuivre ses études.

La réforme LMD instaure la concurrence entre universités. Dans de nombreuses facs, on ferme des filières (ou on ne leur accorde pas de moyens) pour « se spécialiser » dans un domaine et ainsi pouvoir être « concurrent » sur le « marché des universités ».

Pacontan, [Jussieu]

La réforme LMD aura commencé à s'appliquer dans 3 universités sur 4 cette année. Depuis le mouvement étudiant de novembre-décembre 2003 pour le retrait de cette réforme, on a pu mieux observer les conséquences concrètes de son application. C'est encore pire que ce qu'on croyait.

## À quoi mène l'autonomie pédagogique des universités ?

La réforme consiste à donner la possibilité aux universités de prendre l'initiative de définir elles-mêmes le contenu et l'organisation de leurs diplômes, qui comporteront désormais un domaine de formation, une mention et une spécialité. Le cadre national des diplômes est supprimé: les diplômes n'auront plus forcément la même valeur d'une université à l'autre. Cette valeur sera mesurée non plus par le nombre d'années effectuées après le bac, mais par un système plus flou et plus « flexible » de points, de crédits ECTS. L'application est en train de bouleverser la carte nationale des formations, et aboutit à des inégalités et des absurdités criantes. Par exemple, à Paris 7, deux diplômes comportant les mêmes cours

mais ayant les mêmes domaines de formation et spécialité mais pas la même mention ! Dans certaines universités, l'existence de filières entières est menacée: à Limoges, par exemple, la sociologie ne sera pas une filière à part entière mais seulement une spécialité...

## La sélection revient en force

La mise en place de la réforme se traduit par un accroissement important de la sélection, entre la troisième et la quatrième année notamment (entre les niveaux Licence et Master), alors que dans l'ancien système, la sélection n'arrivait qu'entre la quatrième et la cinquième année entre la maîtrise et le DEA ou DESS.

Le remplacement dans de nombreuses universités de la session de rattrapage des examens qui avait lieu en septembre par des sessions ayant lieu très tôt après les premières va supprimer la possibilité qu'avaient les étudiants salariés pendant l'année scolaire (les plus pauvres) de réviser pendant les vacances et de quand même avoir une chance de réussir leurs examens. La suppression de la compensation des notes entre les semestres et l'instauration de notes éliminatoires vont renforcer la logique de sélection sociale.

## Le rôle des stages et de la professionnalisation

La sélection n'est qu'un des outils pour adapter l'université aux besoins du patronat: pour lui, il faut non seulement former uniquement un nombre limité d'étudiant mais les former d'une manière directement utile aux chefs d'entreprise. Un grand nombre de stages longs (jusqu'à 6 mois !) et pas ou peu payés font leur apparition dans les nouveaux diplômes. Le contenu des cours est de plus en plus adapté au besoin à court terme des entreprises locales. Les stages permettent aux patrons de disposer d'une main-d'œuvre peu chère et le processus de professionnalisation dans son ensemble aboutit peu à peu à des diplômes qui ne permettent plus de maîtriser les fondements d'une discipline et d'exercer un métier tout en acquérant au passage des connaissances générales et un savoir critique. On n'est formé que pour un poste précis dans une entreprise précise. Les licences professionnelles sont un bon exemple de ce type de diplôme: licence Carrefour à Toulouse, licence métiers de la francophonie à Limoges... Mais si on est licencié, que vaut ce genre de diplôme ?

## Détruire les droits collectifs des futurs travailleurs

L'aspect le plus nuisible à long terme est sûrement la mise en place de l'annexe descriptive aux diplômes. Il s'agit d'un document qui accompagnera le diplôme de chacun et qui décrira son parcours personnel. On ne sait pas encore exactement quelles seront les informations qu'elle contiendra mais il est possible qu'elle mentionne le descriptif des cours, les notes, le nombre d'années pour obtenir le diplôme... deux étudiants d'un même TD n'auront plus le même diplôme à la sortie. Dans l'ancien système, deux étudiants qui avaient un bac +3 d'économie passé dans deux universités différentes en un temps différent avaient les mêmes droits sur le marché du travail, reconnu dans les conventions collectives: à l'embauche dans une même entreprise, ils avaient le droit aux mêmes salaires et conditions de travail. Là, ce sera possible de les mettre directement en concurrence. C'est une attaque sans précédent, notre riposte doit être sanglante !

Arnold, [Nanterre]



leur mot à dire sur le contenu des enseignements, où devront se faire les stages, etc.

## Les enseignants touchés

La commission souhaite des modifications dans le statut des enseignants, leurs tâches. D'après *Le Monde*, cela se concrétiserait notamment par l'augmentation du nombre d'heures de travail de quatre à huit heures en plus pour les nouveaux enseignants.

Le gouvernement et le patronat veulent obtenir une main-d'œuvre plus flexible. Pour les collégiens et les lycéens, la conséquence, c'est que, au plus tôt, on séparera ceux qui feront des études supérieures (dès la cinquième, des formes de séparations interviendront) de ceux qu'on veut discipliner pour qu'ils ne fassent que du travail peu qualifié. Pour eux, c'est permettre « aux plus faibles de réussir leur intégration sociale plutôt [que] la défense, certes légitime et

Antoine, [Jussieu]

• Le rapport est consultable à <http://www.snes.edu/snesactu/donnees/rapportthelotprovisoire.pdf>

# Le rapport Thélot

## La sélection du primaire au lycée

Une version provisoire d'un nouveau rapport sur l'éducation vient d'être dévoilée: le rapport Thélot. Il s'agit d'orienter au plus tôt une bonne partie des jeunes vers des études courtes, professionnelles et le reste vers des études longues, universitaires.

Le rapport part d'un constat: « la part des emplois « peu qualifiés » ou requérant une qualification d'ordre « comportemental » ou « relationnel » demeurera considérable dans l'avenir: certains domaines d'activité (vente, services à la personne, etc.) devraient donner lieu à une création d'emplois importante; dans les métiers d'employés et d'ouvriers peu qualifiés, la destruction des emplois sera plus que compensée par la nécessité de remplacer les départs massifs à la retraite qui vont intervenir à partir de 2005. » Cela signifie que dans les prochaines années, le patronat aura besoin d'une main-d'œuvre peu qualifiée et adaptée à ses besoins. Le rapport en tire plusieurs conclusions, qui touchent l'enseignement de l'école primaire au lycée.

## Minimum vital et études poussées

L'idée principale du rapport est que le contenu éducatif doit être centré autour de trois pôles: un socle indispensable commun à tous les élèves, un socle commun complémentaire et des enseignements optionnels. Le premier est constitué du langage, des mathématiques élémentaires, de l'anglais, de l'informatique et du « vivre ensemble ». Le second du sport, des arts, le travail manuel, la « technologie », les « Humanités », les « sciences ». Les enseignements optionnels sont les mathématiques, les lettres, les sciences, les humanités, les langues vivantes et anciennes, etc. Pour passer d'un cycle d'études à un autre, il est nécessaire de maîtriser le socle commun indispensable. L'acquisition des autres catégories est limitée aux meilleurs élèves.

On va donc former des élèves à des connaissances minima pour un travail peu qualifié. Avoir fait des études si courtes interdira de réclamer un salaire élevé, et les budgets dans l'éducation pourront être réduits car les élèves seront moins nombreux dans les filières supérieures.

## Professionnalisation à tous les étages

Les partenariats avec les entreprises sont renforcés à partir de la fin de l'école primaire, avec des stages. Voilà qui va fournir à nouveau une main-d'œuvre quasi gratuite aux patrons. L'idée est que les élèves qui n'ont pas les moyens de faire des études longues soient « incités » par la rémunération à faire des études professionnelles, qui les formeront à un emploi ou une entreprise précise. La faible formation générale interdira les reconversions, ce qui renforce la pression du chômage.

## Capacités relationnelles ou discipline ?

Dans tout le rapport sont présents la nécessité de « l'éducation au vivre ensemble », les « compétences nécessaires (notamment comportementales) à une vie personnelle et à une intégration sociale réussie ». Cela deviendrait même un enseignement (cf. p. 11). Quand on ajoute à cela la présence renforcée de flics dans les lycées et de partenariat entre les établissements d'enseignements et la police préconisés par le rapport, on voit bien que le but est de discipliner les jeunes, de les former au « modèle républicain ».

## Le financement de l'éducation

Le rapport propose un renforcement des liens entre les établissements et les « collectivités locales » (régions, municipalités) et les entreprises, dans une logique où « chacun influencera l'autre ». Cela revient à dire que les entreprises et les régions auront

## Diminuer les dépenses.

« Si on diminue les dépenses de fonctionnement, il faut veiller à ne pas diminuer la quantité de services rendus, quitte à ce que la qualité baisse. On peut réduire, par exemple, les crédits de fonctionnement aux écoles et aux universités, mais il serait dangereux de restreindre le nombre d'élèves ou d'étudiants. Les familles réagiront violemment à un refus d'inscription de leurs enfants, mais non à une baisse graduelle de la qualité de l'enseignement, et l'école peut progressivement obtenir une contribution des familles ou supprimer telle activité. Cela se fait au coup par coup, dans une école mais non dans l'établissement voisin, de telle sorte que l'on évite un mécontentement général de la population. »

Christian Morisson, *Cahier de l'économie politique*, n° 13, Centre de développement de l'OCDE, Paris.

## Sauvons la recherche... scientifique

À la suite du mouvement Sauvons la recherche, le gouvernement a promis la création de 1000 emplois destinés à la recherche. Cependant, aucune information précise n'a été donnée sur les critères d'attribution de ces postes. Ainsi 55 % de ces emplois sont destinés aux secteurs scientifiques, les seuls véritablement rentables. Sur la région parisienne, sur les 105 postes d'enseignants créés, 40 sont pour Paris 6, Paris 7 et Paris 10, soit 40 % des postes. Ce sont les seules universités de la région parisienne qui ont déjà plus d'enseignants qu'ils n'en ont besoin (selon le ministère). Source: chiffres du CNESER.

## Suspensions des accréditations pour les reportages de rentrée dans les collèges et lycées

Pour empêcher toute publicité sur les exclusions des jeunes filles voilées, le ministère de l'Éducation nationale a demandé mardi 31 août aux recteurs de ne pas autoriser les journalistes à se rendre dans les collèges et les lycées à l'occasion de la rentrée scolaire. « Il nous a été demandé qu'aucun cadre de l'Éducation nationale ne s'exprime publiquement sur les questions de laïcité », a expliqué un responsable du rectorat qui a souhaité conserver l'anonymat. Et surtout de ne faire aucune vague sur les exclusions de la rentrée.

Xavier, [Nanterre]

# Comment vaincre le racisme ?

Ce printemps et cet été, de nombreux actes racistes visant notamment des musulmans et des juifs ont eu lieu. Il y a une augmentation réelle des profanations de cimetières et des agressions racistes. Mais l'affaire « du RER D » a révélé quelque chose d'autre.

il n'y avait eu aucun écho médiatique. Il est tout à fait juste de s'indigner des profanations de tombes juives, mais il est scandaleux de ne même pas parler d'une agression raciste ultra-violente sous prétexte qu'elle vise un Arabe.

Et l'affaire du RER D, tout comme les réels actes antisémites, sont exploités par la classe dirigeante pour renforcer les préjugés à l'encontre des populations les plus défavorisées. Elle maintient un climat raciste et elle essaie notamment de faire croire que banlieue = immigration = islam = terrorisme.

Contrairement à ce que la propagande cherche à faire croire, la plupart de ceux qui ont perpétré ces actes ne sont pas des jeunes de banlieue maghrébins mais des petits « Français de souche » d'extrême-droite. Cependant, il ne faut pas cacher que les jeunes et les travailleurs eux-mêmes se font parfois piéger par les préjugés racistes, islamophobes et antisémites notamment... Il ne faut pas laisser passer une seule remarque, un seul acte antisémitaire ou islamophobe, quel qu'en soit l'auteur.

## Comment faire pour se débarrasser du racisme ?

La seule solution, c'est de lutter contre ceux qui propagent consciemment et cyniquement le racisme : l'extrême-droite et toute la classe dirigeante française. Il faut bien se rendre compte que le racisme est une arme des riches et des puissants pour diviser. Lutter tous ensemble contre le racisme (contre TOUTES les formes de racisme), que l'on soit maghrébin, juif, musulman, chrétien, blanc ou noir, c'est la meilleure manière pour les jeunes et les travailleurs de se rendre compte qu'on a tous les mêmes problèmes et tous les mêmes ennemis.

Xavier, [Nanterre]

## S'organiser



« L'histoire de toute société à nos jours est l'histoire des luttes de classes » pour reprendre les mots de Karl Marx et de Friedrich Engels, eux intellectuels, des plus connus qui défendirent les idées communistes. Car avant de s'engager dans une lutte il faut connaître son histoire et je vous invite tous à lire *Le Manifeste du Parti Communiste*. Les deux auteurs de cet ouvrage extrêmement connu ont en fait inversé la dialectique d'un célèbre philosophe allemand Hegel et donné le nom à cette théorie de matérialisme historique.

Aujourd'hui, nous devons agir collectivement pour unir nos forces et donner un sens à la révolution, il est impératif de la préparer ensemble pour défendre l'intérêt des travailleurs et des salariés. Nous devons faire le contrepois face à l'aliénation du capitalisme. À l'heure actuelle, le combat se mène sous différentes formes : manifestations, distribution de tracts, diffusion de mot d'ordre... Ces luttes sont menées principalement par des lycéens, des étudiants, des intellectuels, des paysans et des prolétaires. Le travail des militants peut être à la fois complexe (créer des lobby...) et simple (distribuer des tracts à la sortie des lycées, des universités ou des entreprises). Tout cela se référant à programme de lutte, basé sur la dynamique sociale en fonction des modalités d'action et de la situation du rapport de forces de la

classe ouvrière et des communistes contre le patronat.

Notre combat consiste dans un premier temps à s'opposer aux réformes sociales (réformes de la sécu) et à toute forme d'oppression (oppression des jeunes, des femmes, des homosexuels) qui dévorent progressivement et sans nous attendre la planète. Dans un second temps il nous faut proposer des mesures allant vers le progrès social : diminuer le temps de travail, garantir à tout le monde, y compris les étudiants un emploi stable à durée indéterminée, verser à tous les jeunes de 16 à 25 ans une allocation de 700 euros, assurer le droit de vote à tous les jeunes à partir de 16 ans (à cet âge un jeune est considéré assez mature pour quitter l'école et aller travailler, n'est ce pas la même maturité ?)...

Participer aux mouvements sociaux et humanistes ce n'est pas seulement trier ses déchets et mettre le bon bulletin dans l'urne, c'est aussi s'impliquer au sein d'un parti ou d'un syndicat, aller aux manifestations, distribuer des tracts, s'informer et surtout partager des sentiments (joie, colère), créer des liens d'amitié et développer l'entraide entre camarades.

Raphaëlle, [Poitiers]

Une jeune femme avait raconté le 10 juillet à la police qu'elle avait été victime d'une agression antisémitaire de la part de jeunes noirs et de Maghrébins. Toute la presse et la classe politique ont réagi avec une extrême vigueur sans chercher à vérifier le récit de la jeune femme, qui s'est révélé être une mythomane. Les journaux ont repris la version de la jeune femme en faisant passer tous les jeunes des quartiers pour des barbares antisémites. Puis, en apôt, suite à l'incendie d'un centre social juif à Paris, c'est la « piste islamiste » qui a été avancée par les médias avant que l'on découvre que l'incendiaire était un ancien usager juif du centre social.

## Qui sont les vrais responsables du racisme ?

La classe dominante veut faire croire que ce sont les habitants des quartiers qui sont racistes. Mais ce que cette affaire prouve, c'est que dans le climat actuel certains actes racistes sont plus susceptibles d'être remarqués que d'autres : tous les jours, des Noirs, des Arabes, des travailleurs et des jeunes immigrés se voient refuser des emplois ou des logements uniquement à cause de leur couleur de peau. Et l'État français lui-même est profondément raciste : un tiers des emplois de la fonction publique sont

interdits aux étrangers non-issus de l'Union Européenne. La police parque les Sans-papiers dans des centres de rétention où les conditions de vies sont inhumaines. Les innombrables actes de racisme institutionnel ne sont pas recensés dans les statistiques et la presse officielles. Les premiers responsables de la montée du racisme, ce ne sont pas les immigrés et les pauvres, mais l'État et les patrons.

## Le visage actuel du racisme

Les formes de racisme les plus répandues et les plus virulentes sont celles qui frappent les immigrés, les fils ou petits-fils d'immigrés issus des anciennes colonies françaises et la religion qui leur est associée (l'islam). Un sondage BVA de décembre 2003 indique que 40 % des Français pensent qu'il y a trop de musulmans en France. Deux enquêtes de la commission nationale consultative des droits de l'homme (voir *Le Monde* du 17 juin 2004) montre que les injures racistes les plus courantes sur internet sont en première position « bougnoule » (qui apparaît dans 6210 messages), puis « youpin » (4739) et « rital » (1720).

L'affaire « Phinéas » illustre cet aspect de la question : un jeune a beaucoup fait parler de lui en profanant le 8 août des tombes juives à Lyon. L'enquête a révélé que quelques jours auparavant, il avait violemment agressé à la hachette un Maghrébin, mais

# Le temps de travail : une question au cœur de l'exploitation

Depuis les débuts du mouvement ouvrier, la diminution du temps de travail a été la revendication de nombreuses luttes : la journée de huit heures au début du siècle, les congés payés, les 35 heures...

Si cette question est si cruciale, c'est en raison de son lien direct avec le processus d'exploitation capitaliste. En luttant pour un raccourcissement du temps de travail, les salariés mènent une bataille de la lutte de classe. En effet, les capitalistes tirent leurs profits du travail des salariés. Dans le système capitaliste, la main-d'œuvre est achetée par le capitaliste au même titre que les autres composantes nécessaires à la production des marchandises, les matières premières et les machines principalement. Mais la caractéristique principale du travail, qui le rend fondamental depuis les débuts de l'humanité, est sa capacité à créer de nouvelles valeurs.

Dans la logique capitaliste où le travail est une marchandise, le critère le plus important est le taux de profit. Le taux de profit est défini comme le rapport entre le profit et les capitaux investis salaires compris. C'est au

gré de la fluctuation de ce taux de profit, si décisif dans toutes les places boursières du monde que se décident les vies de millions de salariés. Pour augmenter ce taux de profit, les attaques du patronat s'articulent autour de trois axes.

Le premier type d'attaque consiste à augmenter la production dans une période égale avec des salaires égaux. Cela peut prendre la forme d'une augmentation des cadences. Les travailleurs voient leur temps de pause diminuer, la chaîne avancer plus vite... Il s'agit aussi de rendre l'organisation du travail la plus flexible possible. Pour cela, le patronat a pu compter sur de nombreuses mesures gouvernementales. La loi Aubry sur les 35 heures n'a pas suscité une grande riposte du patronat justement parce qu'elle permettait une plus grande flexibilité.

La deuxième solution consiste à baisser les salaires. Le capital dévolu aux salaires baissant, le taux de profit remonte. C'est pour cette raison que, dans la période actuelle où la concurrence est accrue, les industriels investissent souvent dans des pays où les salaires sont bas. Le chantage à la délocalisation a été ainsi utilisé à maintes reprises.

La troisième possibilité est d'augmenter le temps de travail pour un salaire égal. Il

s'agit d'une baisse de salaire déguisée. Mais les effets de cette mesure ne se limitent pas aux salaires. Le chômage augmente obligatoirement après ce genre de mesure. Cette mesure n'a pas pour but d'augmenter la production et entraîne en conséquence une diminution du nombre de salariés nécessaires pour la production.

Bien entendu, même si chaque période correspond à des stratégies particulières, aucune de ces solutions n'est exclusive et chacune cohabite et s'enchaîne, faisant peser une pression constante sur les salariés.

Aujourd'hui, le niveau de productivité des salariés européens est tel que les attaques du patronat ciblent les salaires et le temps de travail.

Sur les salaires, chacun de nous connaît un exemple d'entreprise ayant gelé les augmentations de salaires ou supprimé les primes.

Pour le temps de travail, nous étions habitués, si tant est que l'on puisse s'y habituer à l'emploi abusif des heures supplémentaires. Aujourd'hui, les exemples de Siemens en Allemagne ou de Bosch et Père Dodu en France montrent que l'augmentation du temps de travail sans contrepartie salariale est devenue la nouvelle méthode du patro-

nat européen pour accentuer l'exploitation des salariés. Les marchés de dupe qu'y ont été proposés aux salariés de ces entreprises sont des chantages à l'emploi qui reviennent à officialiser l'existence d'heures supplémentaires gratuites. Le patronat français non content d'avoir reçu de grasses subventions au moment des 35 heures (50 millions d'euros pour Père Dodu) profite maintenant de la position de faiblesse du prolétariat pour imposer de nouvelles conditions de travail. Déjà, suite à la canicule de l'été dernier, le gouvernement, derrière des justifications moralisatrices, avait transformé un jour férié en jour travaillé gratuitement. Cette manœuvre profite aujourd'hui pleinement aux employeurs qui n'auront qu'à verser les charges sociales à l'État mais garderont les profits générés durant cette journée.

Le système capitaliste est synonyme d'anarchie sur le plan de l'organisation économique. Jamais dans l'histoire de l'humanité, un système ne repose sur une augmentation du temps de travail pour une fraction des actifs et un chômage grandissant pour l'autre fraction. La soif de rentabilité s'impose à la logique du bien être pour le plus grand nombre. À l'opposé de cette propagande, le mouvement ouvrier doit opposer un modèle

d'organisation rationnel du travail où chacun apportera en fonction des besoins de la société et de ses propres moyens.

Ceux qui parmi nous avaient cru que le cadre de la loi Aubry offrait des garanties suffisantes doivent tirer les leçons de la situation actuelle et ainsi nous nous retrouverons tous ensemble pour inverser le rapport de forces dans la lutte de classe.

Kerwan, [Bordeaux]

## Bibliographie :

- Karl Marx : *Salaires, prix et profit, Le capital tome I*
- Friedrich Engels : *Socialisme utopique et socialisme scientifique*
- Rosa Luxembourg : *Introduction à l'économie politique*
- Ernest Mandel : *Traité d'économie marxiste*

# L'École : tout sauf neutre...

On nous présente souvent l'École comme un endroit particulier, en dehors de la société. Même si beaucoup de monde reconnaît que l'égalité des chances n'existe pas, on a souvent tendance à présenter l'École comme un endroit où nous pourrions apprendre, indépendamment des pressions de la société. L'École n'est pas ce « Havre de paix », elle est à mi chemin entre un acquis social et une institution de répression contre les jeunes.

**P**our bien saisir le rôle que joue l'École publique dans notre société, il est important de revenir sur sa création en 1881 en considérant le contexte politique de l'époque. La France était depuis peu (septembre 1870) sous la IIIe République qui faillit être renversée par ce qui ne put malheureusement être qu'une ébauche de révolution socialiste, la Commune de Paris entre le 18 mars et le 24 mai 1871.

Alors qu'auparavant l'accès à l'École était réservé à une élite, Jules Ferry justifia la mise en place d'une école publique, gratuite, obligatoire, qui devint laïque un an plus tard : « Dans les écoles confessionnelles les jeunes reçoivent un enseignement dirigé tout entier contre les institutions modernes. On y exalte l'Ancien Régime et les anciennes structures sociales. Si cet état de choses se perpétue, il est à craindre que d'autres écoles se constituent, ouvertes aux fils d'ouvriers et de paysans, où l'on enseignera des principes diamétralement opposés, inspirés peut-être d'un idéal socialiste ou communiste emprunté à des temps plus

récents, par exemple à cette époque violente et sinistre comprise entre le 18 mars et le 24 mai 1871 »<sup>(1)</sup>. Il est clair qu'il ne fut pas du tout question d'élever le niveau d'instruction de la population mais bien de faciliter la conservation du pouvoir par une classe dominante bousculée par l'Église catholique d'un côté et de l'autre par une classe ouvrière qui, inspirée par l'expérience enthousiasmante de la Commune, commença à créer syndicats et partis ouvriers pour organiser la riposte face à l'oppression capitaliste.

Jules Ferry confirme cette analyse lorsqu'il s'adresse aux instituteurs de l'époque : « Faire aimer la République est une politique nationale : vous pouvez, vous devez la faire entrer sous les formes voulues dans l'esprit des jeunes enfants. »<sup>(1)</sup> La laïcité, qu'on nous présente souvent comme un acquis fondamental pour la société toute entière fut un leurre qui visait en fait à remplacer l'adoration d'un dieu par l'adoration de la France. Pour garantir la stabilité d'un système politique et économique, les programmes scolaires de l'époque contenaient les pires discours nationalistes, patriotiques et xénophobes justifiant entre autre la politique colonialiste

qui était alors au cœur des intérêts de la classe dominante. Par ailleurs il faut bien souligner que cette École, dont on connaît à présent les fondements historiques, n'a bien sûr pas permis l'élévation sociale qui aurait pu se produire. Elle reproduisait parfaitement les différentes classes sociales en ne permettant qu'à une petite minorité de poursuivre les études après l'âge de 10 ans. Ce n'est qu'après la seconde guerre mondiale que l'enseignement secondaire et supérieur s'ouvrit à la classe moyenne et en partie à la classe ouvrière.

## L'accès massif dans l'enseignement

Effectivement, après 1945 certains ont applaudi cette tant attendue « démocratisation » de l'enseignement, s'imaginant que l'égalité des chances était enfin une chose acquise, puisque le nombre de lycéens et d'étudiants était passé de 100000 en 1945 à 500000 en 1967<sup>(2)</sup>. Mais là encore, la compréhension du contexte historique global est nécessaire pour bien saisir les dynamiques qui animaient objectivement ces changements.



occulté l'histoire, d'hommes et de femmes qui pourtant ont écrit une certaine histoire de l'Amérique. Ce sera donc « l'histoire de la découverte de l'Amérique du point de vue des Arawaks, l'histoire de la Constitution du point de vue des esclaves, celle d'Andrew Jackson du point de vue des Cherokees, la guerre de Sécession par les Irlandais de New York celle contre le Mexique par les déserteurs de l'armée de Scott, l'essor industriel à travers le regard d'une jeune femme des ateliers textiles de Lowell, la guerre hispano-américaine à travers celui des Cubains, la conquête des Philippines telle qu'en témoignent les soldats noirs de Luson, l'Âge d'or par les fermiers du Sud, la Première Guerre mondiale par les socialistes et la suivante par les pacifistes, le New Deal par les Noirs de Harlem, l'impérialisme américain de l'après-guerre par les péons d'Amérique latine, etc. ». Et avec cela, l'aisance et la vivacité de l'écriture qui rendent compte de cette incessante lutte de classe n'en rendent pas moins l'analyse et un propos particulièrement bien documentés moins clairs et percutants tout au long de l'ouvrage. (Avec certes un léger bémol pour le dernier chapitre, mais qui pêche surtout par la difficulté de mise en perspective d'une histoire qui constitue quasiment de l'actualité récente).

Ce livre est définitivement un ouvrage précieux, pour l'apport qu'il constitue à l'histoire de notre classe. Il est aussi et surtout une inspiration fantastique pour tous ceux qui, comme le dit la chanson, « pensent que les choses ne restent pas ce qu'elles sont, et que les vaincus d'aujourd'hui sont demain les vainqueurs »

Danièle, [Sorbonne]

*Une histoire populaire des États-Unis de 1492 à nos jours*, de Howard ZINN, Éditions Agone, 2002, 812 pages - 26,60 euros  
Le titre existe en version plus courte (et un peu moins chère), sous le titre *Le XXe siècle américain : Une histoire populaire de 1890 à nos jours*, Éditions Agones, 474 pages, 20 euros.



Tout d'abord notons qu'aujourd'hui comme il y a trente ans un enfant de cadre obtient un diplôme plus élevé qu'un enfant d'ouvrier dans 8 cas sur 10, ce qui signifie que le lien entre niveau social et niveau du diplôme n'a jamais disparu<sup>(3)</sup>. N'en déplaise à ceux qui justifieraient cela par des explications mystiques ou génétiques, il est donc plus opportun de parler de « massification » plutôt que de « démocratisation » de l'enseignement pour qualifier cette période. Mais cette massification n'a pas, elle non plus, une origine mystérieuse et n'est pas issue de l'esprit bienveillant d'un homme politique. Elle a eu lieu, en effet, dans un contexte économique singulier : les Trente Glorieuses.

Cette période comprise entre 1945 et 1973 peut se caractériser par la combinaison de deux éléments intrinsèquement liés : 1) une croissance économique sans précédent dans l'histoire du capitalisme entraînant le plein emploi. 2) un changement qualitatif important dans la production avec l'essor de la haute technologie exigeant une force de travail de plus en plus qualifiée. On comprend alors aisément pourquoi la classe capitaliste au pouvoir permit cette ouverture des lycées et des universités aux classes moyennes et populaires : l'expansion capitaliste coïncidait avec la nécessité d'une main-d'œuvre volumineuse et plus qualifiée. Ainsi on vit pendant cette période de très fortes augmentations des budgets alloués à l'Éducation, qui furent bien sûr gelés dès que la crise économique éclata en 1973.

Néanmoins, cette massification a provoqué un changement fondamental dans l'équilibre social de la société et c'est en cela que cette période fut cruciale. Depuis, la jeunesse scolarisée est en effet apparue comme une nouvelle force sociale capable de menacer le pouvoir en place comme le montrent certaines grandes dates du mouvement étudiant et lycéen : 1968, 1986, 1995, etc.

## Aussi absurde que cela puisse paraître, la bourgeoisie a « fabriqué » elle-même une force capable de la déstabiliser !

L'anarchie de la production capitaliste provoque des contradictions pour la classe dirigeante qui, pour augmenter ou maintenir ses taux de profit, doit parfois créer des situations allant à l'encontre de ses intérêts politiques. En d'autres termes, le capitalisme, pour survivre, crée lui-même les conditions de sa disparition. Dans notre cas, on se rend compte que la jeunesse scolarisée subit de plein fouet la loi de l'anarchie capitaliste. Pendant la massification, pour encourager les jeunes à faire des études un peu longues, les salaires ont augmenté nettement avec le niveau des diplômes obtenus. Mais à la moindre crise économique, la tendance est à vouloir augmenter la sélection, briser ces conventions collectives sur les salaires, surcharger les salles de cours pour diminuer globalement le coût de la production que ce soit pour le patronat directement ou bien pour l'État capitaliste. Lycéens et étudiants, subissant ces évolutions, sont d'autant plus susceptibles de lutter pour défendre des intérêts contradictoires avec ceux qui gouvernent, mais également de comprendre la logique oppressive du système capitaliste

dans sa globalité.

Cependant, la constitution de cette nouvelle force sociale reste principalement due à la structure même des lycées et des facs. Elle est en effet tout à fait propice au lancement puis à l'organisation de mobilisations : la grande concentration de jeunes en un même lieu favorise les discussions, les débats et les infrastructures (salles de classe, amphithéâtres...) permettent la tenue d'assemblées générales pour construire la lutte. Ainsi on a pu voir que les mouvements qui se sont développés au sein des lieux scolaires, ne sont pas toujours liés à la condition propre des usagers. Le mouvement contre la guerre du Vietnam, contre le FN en 2002, contre la guerre en Irak en sont des exemples.

Il faut comprendre la situation et ses contradictions : malgré l'énorme potentiel de résistance que constitue désormais la jeunesse, la classe dirigeante possède des armes puissantes permettant la plupart du temps de contenir l'effervescence. Outre l'arme répressive que constitue la Police, elle peut s'appuyer sur des programmes scolaires qui rassemblent les gens autour du drapeau national et les détournent ainsi de leur véritable ennemi : le capitalisme. Si on ajoute à cela les médias et toutes les lois qui alimentent également la division des jeunes et des travailleurs selon leur couleur de peau, leur sexe ou leur sexualité on se rend compte que l'école, à l'instar de la société toute entière, est un cadre d'assouvissement idéologique.

## Changer la société pour changer l'école

Il est donc assez juste d'affirmer que l'École est devenue, avec les Trente Glorieuses, un instrument à double tranchant pour la classe dominante. Il y a d'un côté tout le poids du système éducatif qui semble aliéner de façon efficace la population mais qui ouvre de l'autre d'innombrables petites brèches qui, lorsqu'elles sont exploitées peuvent conduire à des situations explosives. C'est ainsi que les révolutionnaires ont un rôle fondamental à jouer dans ce milieu : favoriser au maximum le développement des luttes, convaincre de la nécessité d'en finir avec le capitalisme, donner des perspectives politiques permettant de donner confiance dans les possibilités d'y parvenir.

Seule une future société socialiste permettra de créer une école réellement émancipatrice puisque cette société ne sera plus soumise aux exigences du marché mais à la défense effective des intérêts de l'immense majorité de la population. L'offensive de la classe dirigeante est certes violente aujourd'hui, mais les luttes qui se multiplient en réaction à celle-ci, notamment dans les facs et les lycées, ne peuvent que nous rendre plus déterminés que jamais. À nous, révolutionnaires, de construire les différents fronts de résistance qui s'organisent, de grossir nos rangs, pour avancer vers la révolution.

Benjamin, [Jussieu]

(1) Cité par A. Boulangé dans la brochure *Fouillard, laïcité et racisme*. Les dates citées sont celles de la commune de Paris.

(2) J.M. Gaillard, *Un siècle d'école républicaine*.

(3) Nico Hirtt, *Les nouveaux maîtres de l'école*.



# Notre Amérique

Une histoire populaire des États-Unis, Howard Zinn

**C**est l'histoire comme on la raconte dans les manuels d'histoire de la société socialiste : l'histoire par en bas, celle des exploités, des opprimés, des révoltés du système dans la première nation capitaliste au monde.

Devenu un classique outre-atlantique, où il s'est vendu à plus d'1 million d'exemplaires depuis sa sortie en 1980 et ses nombreuses rééditions réactualisées, jusqu'à en inspirer les scénaristes hollywoodiens de gauche, ce livre est une véritable mine d'or. C'est avant tout l'œuvre d'un militant hors pair, figure historique de la gauche radicale. Ce fils de prolo qui est devenu universitaire grâce paradoxalement à une bourse accordée par l'armée américaine après la fin de la seconde guerre mondiale pendant laquelle il avait bombardé des villes françaises et allemandes parce qu'il pensait se battre contre le fascisme. De cette expérience est née son opposition irréductible à la guerre, qui l'a mené sur tous les fronts, du Vietnam à l'Irak aujourd'hui. De son origine sociale, une conscience de classe indéfectible, qui guide une réflexion d'inspiration marxiste sur les mouvements populaires de la société américaine. D'où un parti pris assumé dès le départ dans sa démarche et dans son travail même en tant qu'historien. « (...) les intérêts idéologiques de l'historien sont souvent implicites. En histoire, le travail est présenté comme si tous les lecteurs d'ouvrages historiques partageaient un intérêt commun que l'historien servirait au mieux de ses capacités. Il ne s'agit pas d'une manipulation délibérée :

*l'historien a été formé dans une société où l'enseignement et le savoir sont présentés comme des notions techniques par excellence et non comme des outils de lutte entre les classes sociales, races ou nations (...)* « Le point de vue qui est le mien, en écrivant cette histoire des États-Unis, est bien différent : la mémoire des États n'est résolument pas la nôtre. Les nations ne sont pas des communautés et ne l'ont jamais été. L'histoire de n'importe quel pays, présentée comme une histoire de famille, dissimule les plus âpres conflits d'intérêts (qui parfois éclatent au grand jour et sont le plus souvent réprimés) entre les conquérants et les populations soumises, les maîtres et les esclaves, les capitalistes et les travailleurs, les dominants et les dominés, qu'ils le soient pour des raisons de race ou de sexe. Dans un monde aussi conflictuel, où victimes et bourreaux s'affrontent, il est, comme le disait Albert Camus, du devoir des intellectuels de ne pas se ranger aux côtés des bourreaux. » Ainsi, au fil de ces 800 pages qui se lisent comme un roman parmi les plus passionnants, car fait de sang et de sueur humaine, de rage et de révoltes si semblables aux nôtres aujourd'hui, Howard Zinn choisit son camp et nous parle de tous ceux et celles dont on trop longtemps



# Liberté pour les Philippines

Voici une interview de trois militants philippins membres de l'AKMK (Alliance des jeunes de Mindanao pour la paix). Ils nous parlent de la situation aux Philippines, notamment au Mindanao (une des trois principales îles des Philippines). Cette région est ravagée par la guerre économique et militaire menée contre les peuples du Mindanao par le gouvernement philippin, qui est à la botte de l'impérialisme américain.

## RED: Les Philippines restent-elles marquées par la colonisation ?

AKMK: Après avoir été colonisé pendant plus de trois siècles par les Espagnols, puis avoir été pendant 20 ans sous occupation japonaise, les Philippines ont été colonisées par les États-Unis. Maintenant, nous avons l'indépendance sur le papier, mais dans les faits les Philippines sont toujours une colonie. On sent la présence de l'impérialisme américain dans tous les domaines, notamment économique et politique. Les États-Unis contrôlent le gouvernement et le centre des affaires. De manière générale, l'impérialisme américain s'étend tout autour du monde afin de contrôler les richesses et d'asseoir leur domination politique, et les Philippines ne sont pas une exception. Ils veulent avoir accès à nos ressources et contrôler encore plus l'économie.

## RED: Quelle est la situation politique aux Philippines ?

AKMK: C'est un gouvernement de droite qui est au pouvoir et qui a la majorité au Sénat. Le gouvernement mène des attaques très dures contre les femmes, les ouvriers, les paysans... Il mène aussi des attaques contre les services publics de base comme celui de la Santé, ou de l'Éducation. Aux Philippines, l'Éducation n'est plus un droit, c'est un privilège! De plus en plus d'écoles sont privatisées. Il y a quand même des universités d'État mais elles reçoivent de très faibles subventions de la part du gouvernement. Ces subventions ne sont même pas assez élevées pour payer les enseignants! Et même dans les universités publiques, les étudiants doivent payer. La situation est que de nombreux Philippins n'ont pas accès à l'éducation supérieure, surtout au Mindanao (une des 3 principales îles qui composent les Philippines, dans laquelle AKMK existe) où il y a plus de pauvres et de personnes n'ayant pas reçu d'éducation que dans les autres îles.

## RED: Face à cette situation, quel est le rôle d'AKMK ?

AKMK: AKMK est l'alliance des jeunes de Mindanao pour la paix. À l'intérieur se retrouvent beaucoup d'étudiants, de jeunes non-scolarisés, et de jeunes paysans. Face à la guerre menée aussi bien au niveau économique que militaire, notre but est de promouvoir la paix. Le Mindanao est divisé en trois peuples: indigène, musulman, et chrétien. Nous poussons dans les mobilisations à l'unité de ces trois peuples, et dans AKMK ces peuples sont représentés et actifs. Ça permet de prendre conscience que la solution, ce n'est pas les conflits entre nous mais de s'unir contre ceux qui nous oppriment. Les femmes aussi prennent une part active dans les luttes pour le développement de la paix au Mindanao.

## RED: Quelle est l'attitude du gouvernement envers

## les mouvements de contestation ?

AKMK: La politique du gouvernement est très répressive. Une loi interdit l'appartenance à des partis (de gauche), car être de gauche représente une menace réelle pour l'État. Le gouvernement essaie de rendre illégale toute résistance face à lui. Le ministère de la défense nationale dépense beaucoup d'argent dans la répression afin d'éradiquer toute forme de résistance.

La situation est telle que de nombreuses personnes choisissent de rentrer dans des groupes armés afin de pouvoir protéger leurs territoires, leurs terres, ainsi que les victoires acquises dans les mobilisations. L'AKMK est une organisation légale mais nous subissons aussi la répression du gouvernement. Le 24 août 2004, Jacinto « Rashid » Manahan Jr a été assassiné à Davao. C'était un des pionniers d'AKMK et il coordonnait à Davao une organisation: Les Citoyens contre la Peine de Mort. Les motifs de son meurtre sont apparents: il militait pour les droits humains et a été tué par des hommes armés alors qu'ils se rendaient à un forum sur la peine de mort et les exécutions sommaires qui ont eu lieu

cette année à Davao. Les tueurs et les commanditaires sont dans la plus totale impunité. J.M. est une victime parmi les soixante victimes d'exécutions sommaires à Davao cette année. Nous appelons la ville de Davao, ses officiels, sa police, la cour de justice, et le gouvernement national à mener une véritable enquête sur la mort de notre ami, ainsi que sur tous les autres crimes. Nous appelons l'ensemble des organisations de jeunes, des organisations qui militent pour les droits humains, et toutes celles qui soutiennent notre lutte, à soutenir notre campagne contre les exécutions sommaires et les assassinats. Rejoignez-nous dans notre appel pour la justice!

Propos recueillis par Laure,  
[Nanterre]



# De retour de Ruesta: objectif FSE !

Les 21e Rencontres Internationales de Jeunes organisées par la Quatrième Internationale ont été un succès. Elles se déroulaient cette année en Espagne dans le cadre magnifique de Ruesta, petit village du fin fond de l'Espagne qui est rénové par des camarades de la CGT espagnole (de tendance anarcho-syndicaliste et qui a peu à voir avec la CGT de France). Les RIJ ont rassemblé plus de 400 participants, ce qui indique une stabilité de l'événement par rapport aux autres années. Mais le fait même d'organiser le « camp de la 4 » en Espagne constituait déjà un pari en tant que tel qui témoigne d'un renouveau des idées révolutionnaires dans ce pays, notamment parmi les jeunes.

Les RIJ ont rassemblé des délégations des pays suivants: Italie, Belgique, Suisse, Danemark, Grèce, Angleterre, Écosse, France, Portugal, Espagne, Allemagne... et un accueil particulièrement chaleureux a été fait (des camarades venus clandestinement de plusieurs pays jusqu'en Europe pour venir

échanger des expériences avec les militants révolutionnaires d'autres pays. Pour tous les jeunes qui étaient là, entendre les expériences militantes de type de pays, face à des dictatures militaires, est fondamental. Se retrouver ensemble (souvent autour d'un verre...) et partager les combats que chacun a mené sur son coin de la planète change les façons de concevoir son propre engagement militant. C'est ce type de liens réels qu'il est indispensable de développer pour renforcer la conscience de mener un combat à l'échelle internationale.

De nombreux débats ont passionné la vie du camp pendant une semaine: que ce soit sur les conséquences de la mondialisation, l'actualité des luttes de la jeunesse, mais aussi à travers des questions complexes comme le débat sur la loi contre le voile en France (qui a permis de mesurer que le problème se pose progressivement dans l'ensemble de l'Europe, même si ce n'est pas toujours sous l'angle législatif...): tous les participants ressentent la nécessité d'appro-

fondir cette question de façon urgente.

Mais les rencontres internationales de jeunes ne servent pas seulement à échanger les expériences de chaque délégation. L'objectif est aussi de préparer les prochaines mobilisations internationales. C'est un acquis désormais des RIJ de permettre de coordonner l'intervention des révolutionnaires dans le mouvement contre la mondialisation capitaliste, de mieux comprendre le niveau de développement du mouvement dans chaque pays. La prochaine échéance est le Forum Social Européen de Londres prévu du 14 au 17 octobre 2004 et il a été au cœur de nombreux débats. Alors que la situation sociale en Europe reste particulièrement conflictuelle (avec la mobilisation des chômeurs en Allemagne et de nombreuses journées d'actions prévues en Italie et en

France dans les prochaines semaines...), il est plus que jamais urgent de coordonner les luttes pour frapper ensemble, alors que les gouvernements européens eux, se donnent les moyens de se coordonner pour mener leurs politiques libérales. Le « 15 février social » (pour faire un parallèle avec la journée historique du mouvement anti guerre, le 15 février 2003) reste à construire!

Mais c'est aussi évidemment la lutte contre l'occupation coloniale de l'Irak menée en tandem par les États Unis et la Grande Bretagne qui sera au cœur de la manifestation du 17 octobre prochain. Le mouvement antiguerre a connu un regain de mobilisation en juin dernier avec les manifestations de Washington, Rome et Paris les 4 et 5 juin et aussi en Turquie quelques jours après.

Alors que les familles anglaises voient leurs soldats revenir un à un les pieds devant, le mécontentement populaire contre Blair ne cesse de grandir. Bref le FSE, qui aura lieu à 15 jours de l'élection présidentielle américaine sera la prochaine échéance internationale dans la lutte contre l'occupation de l'Irak. Et le même jour, une manifestation du mouvement anti guerre américain est en préparation. Il est fondamental pour les révolutionnaires de se coordonner pour développer le plus possible cette échéance. C'est ce que nous avons fait à Ruesta entre la rivière et le soleil... Bref, une semaine bien remplie!

François, [Saint-Denis]

## Université d'été de la LCR

# Faire une pause pour répartir à la rentrée

L'université d'été de la LCR s'est tenue dans les Pyrénées pendant cinq jours fin août. Sept cents personnes environ se sont réunies. Des dizaines de débats ont eu lieu, sur des questions extrêmement diverses. Il y a eu des discussions sur les mobilisations internationales, contre la guerre et contre la mondialisation capitaliste, d'autres sur le syndicalisme, et les rapports entre partis et mouvements sociaux, sur des questions précises concernant notre projet de société et la notion de crise révolutionnaire, plusieurs formations, etc. Il y a eu plusieurs discussions où se reflétaient aussi les débats qui ont lieu à l'intérieur de la LCR, par exemple sur la loi sur l'interdiction du

port du voile à l'école et la laïcité, ou sur le bilan des dernières élections.

Une réunion a eu lieu avec près de cinquante jeunes, où nous avons discuté des actions à mener à la rentrée et de comment nous coordonner, que nous soyons aux JCR, dans des groupes de jeunes à la LCR ou isolés à un ou deux dans une ville.

Le meeting avec Olivier Besancenot a été un moment important de l'université d'été. Il y a présenté la situation politique actuelle où, malgré les défaites des dernières mobilisations et les échecs électoraux, nous devons continuer à regarder vers l'avenir, vers les prochaines mobilisations.

Antoine, [Jussieu]

Après une semaine espagnole, nous voici dans le train nous ramenant à Rouen. Parfumant l'air du wagon d'une douce odeur nauséabonde (20 heures de car sous le soleil, ça laisse des séquelles), Le Sieur Fatigue nous harcelant: « Allez rendez-vous, vous êtes cernés », chacun laissait libre cours à ses pensées au gré du paysage un coup bocager, un coup bétonné. Sortie de la torpeur d'intenses réflexions, une voix s'éleva.  
« Alors moi, j'aurais jamais bu autant de mauvais vin en une semaine.  
- Ouais mais il n'était pas cher! Et puis on n'a pas souvent l'occasion de boire dans un cadre aussi sympa.  
- C'est clair, on a passé des vacances trop d'la balle: le p'tit village abandonné, le camping au bord de la rivière et le lac où on pouvait se baigner et bronzer.  
- Moi ce que j'ai trouvé cool, c'est de participer à la gestion du camp; surtout qu'on était quand même pas à l'armée, c'était pas des corvées pénibles, juste quelque chose qu'il fallait faire pour que tout se passe bien.  
- Enfin quand même, on n'en a pas fait lourd, on n'avait pas l'impression de gérer le camp dans son ensemble, y'avait toute une infrastructure déjà en place à laquelle on nous a pas vraiment fait prendre part.  
- Oui mais bon, les monos étaient cool...  
- Ha! ha! c'est vrai que ça faisait un peu colonie de vacances: les anciens qu'organisent, les p'tits jeunes qui suivent.  
- D'ailleurs, c'est un peu le cas aussi pour les prises de paroles. Les débats se sont éternisés sur des détails:

la tenue ou pas de la fête non mixte par exemple. Moi j'aurais aimé qu'il y ait plus de prise directe avec l'actualité, comme la crise du Darfour ou la situation au Venezuela, ça aurait pu être l'occasion d'échanger ses impressions et peut-être de définir une position commune.  
- Enfin bon on en a appris sur la situation des autres pays, au moins sur ceux qu'étaient représentés.  
- J'suis d'accord là d'ssus, mais c'était pas forcément utile de s'étendre sur leur façon de s'organiser.  
- En parlant organisation, ça aurait été bien de savoir un peu plus un peu plus à l'avance comment ça se passait, surtout qu'on était vraiment isolé de toute civilisation.  
- Ouais le « ravitaillement » était difficile...  
- Par contre, sur le chemin du retour, quand on a vu cette pub pour la carte de réduction pour les péages d'auto-route, qu'est-ce que j'ai eu envie de rigoler: « Libérez-vous des barrières » ça disait... c'est ça! En prenant une carte d'abonnement!  
- Et ouais, le monde d'ici est bien ridicule.  
- Gare de Rouen, 2 minutes d'arrêt!

Sous l'œil amusé (et un peu inquiet) des autres voyageurs, on est descendu en chantant à tue-tête « la jeune garde », histoire de prolonger encore un peu ces quelques jours. Si nous ne sommes pas des convertis, au moins nous savons qu'une autre façon de vivre est possible. De retour à la civilisation, nous étions motivés pour la changer.